

l'application des licences de pêche au saumon dans le Sud de Terre-Neuve, ce qui a causé bien des embarras à un grand nombre de pêcheurs, le ministre pourrait-il se renseigner et s'assurer que les hommes en cause recevront toute la considération possible au cours des poursuites judiciaires?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts): Comme le député le sait, monsieur l'Orateur, il y a eu une forte augmentation du nombre de pêcheurs qui ont pris du saumon dans la région de Port-aux-Basques, mais nous avons limité le nombre de licences. Toutefois, si le député veut nous signaler d'autres cas, nous les examinerons volontiers.

[Plus tard]

L'ACTIVITÉ DES FLOTTILLES DANOISES— LES DÉMARCHES DU CANADA

M. John Lundrigan (Gander-Twillingate): Oui, monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Forêts. Le ministre pourrait-il nous dire si le Canada est parvenu à obtenir du Danemark son retrait complet des pêcheries de saumon en haute mer? Sinon, le ministre peut-il nous dire si les restrictions sur les pêches canadiennes de saumon en haute mer seront adoucies de façon à permettre au moins au pays de soutenir la concurrence?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts): Comme le député le sait, notre politique interdit la pêche du saumon en haute mer. Je ne trouve pas qu'il conviendrait pour nous de radoucir nos règlements touchant les pêcheurs hauturiers canadiens.

LES ANCIENS COMBATTANTS

LA PRÉSENTATION D'UNE MESURE LÉGISLATIVE À LA PROCHAINE SESSION

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Affaires des anciens combattants. Comme le ministre a indiqué hier à la Légion royale canadienne que la mesure législative concernant les anciens combattants ne serait présentée qu'à la prochaine session, puis-je demander si cette mesure comprendra tout ce qui touche aux anciens combattants ou si des dispositions pourraient être prises au cours de la présente session sur des questions où il y a accord complet, celle des prisonniers de Hong Kong par exemple?

L'hon. Jean-Eudes Dubé (ministre des Affaires des anciens combattants): Monsieur l'Orateur, je veux parler évidemment du

[M. Marshall.]

Livre blanc sur les pensions d'invalidité que le comité étudie actuellement et pour lequel il commencera à préparer son rapport jeudi. Dès que nous l'aurons reçu, nous le ferons parvenir au cabinet pour étude. Il serait très difficile d'en avoir fini avant la fin juin et je pense que, l'automne prochain, nous serons en mesure de proposer une mesure législative fondée sur ce rapport.

L'IMMIGRATION

LA PRÉSUMÉE ADMISSION D'EUROPÉENS
AYANT UN CASIER JUDICIAIRE

L'hon. George Hees (Prince Edward-Has-tings): J'ai une question à poser au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Comme l'inspecteur Kelly, de la Gendarmerie royale du Canada, a reproché hier que l'on permette à des Européens ayant des casiers judiciaires d'entrer au Canada sans examen de sécurité, le ministre a-t-il enquêté là-dessus? Si oui, quelle mesure projette-t-il de prendre?

L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas eu l'occasion de m'occuper de cette affaire. Ces examens sont d'ordinaire faits par les préposés à la sécurité. Rien ne me laisse croire qu'il y ait eu affluence de criminels de l'Europe. Je vais me renseigner davantage à ce sujet.

L'ADMINISTRATION

LE DISCOURS DU MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DES
MINES ET DES RESSOURCES À DENVER—
LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Je demande au premier ministre s'il a remarqué qu'en son absence le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources est devenu le premier de tous les Canadiens? Le premier ministre a-t-il eu l'occasion de lire ce qui, de l'aveu de tous, a été un très long discours prononcé par le ministre à Denver? Si oui, le premier ministre peut-il dire s'il faut y voir une déclaration de politique gouvernementale?

M. l'Orateur: Il me semble que cette question a été posée à l'un au moins des premiers ministres suppléants.

Une voix: Il s'agit maintenant du vrai.

M. l'Orateur: Je me demande s'il est réglementaire même de poser cette question au vrai premier ministre.